

Forum : Forum sur la liberté d'expression et le droit à l'information
Thématique : Assurer la liberté d'expression et une information fiable



Nom du/de la citoyen.ne : Maxine Collardeau

Situation familiale <ul style="list-style-type: none"><input type="radio"/> Marié/en couple<input checked="" type="radio"/> Célibataire<input type="radio"/> Avec enfants, si oui combien_____	Niveau d'étude <ul style="list-style-type: none"><input type="radio"/> Primaire<input type="radio"/> Secondaire<input checked="" type="radio"/> Universitaire
---	--

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet dans votre vie personnelle et professionnelle ?

Je m'appelle Maxine Collardeau, j'ai 33 ans et je suis un journaliste indépendant indien.

Je suis né et j'ai grandi à Bhopal, la capitale de l'état du Madhya Pradesh. Depuis tout petit, mon père m'a élevé en écoutant la radio à la maison, j'ai appris à débattre avec ma mère en regardant la télévision et à m'opposer à certains copains dans la cour de l'école quand je n'étais pas d'accord avec leurs idées. J'ai très vite été passionné par le monde qui m'entourait et par mon pays qui me fascinait. Après ma douzième année, j'ai été à Barkatullah University, une grande université de Bhopal où j'ai fait un Bachelor en Arts. Je suis ensuite rentré à MCNUJC, une grande école de journalisme où j'ai eu mon master en "journalisme et journalisme en ligne". En quelques années, après plusieurs stages notamment à la NDTV, j'ai réussi à y avoir un poste en tant que rédacteur. J'ai fini par travailler 10 ans à la NDTV, le fameux médias New Delhi Télévision.

Parlant à la fois hindou et anglais j'ai pu présenter de nombreuses émissions et devenir une des figures de la chaîne et du média. Ce que j'aimais dans mon travail c'était critiquer, informer et surtout dire la vérité à tous nos téléspectateurs. Je travaillais pour un emblème du journalisme, celui qui avait été le premier média télévisé indépendant d'Inde. Mon but était de maintenir la liberté d'expression et d'information à travers le travail que je faisais. En Inde, la liberté d'information n'est pas inscrite dans la Constitution mais elle est protégée par la loi de la liberté d'expression. C'est un droit fondamental reconnu par l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen qui assure le droit de chacun d'exprimer ce qu'il pense, mais aussi d'être informé et de partager des informations.

L'information est un bien commun, indispensable au bon fonctionnement de nos démocraties, et c'est grâce aux journalistes que les citoyens peuvent accéder à une information libre, fiable, indépendante et diversifiée. Or depuis quelques années la presse pluraliste est sérieusement remise en cause.

En 2014, Narendra Modi un nationaliste et suprémaciste hindoue a été élu premier ministre et depuis, le milieu du journalisme n'a cessé de changer. Lui et son parti, le BJP, sont très proches des familles propriétaires d'une grande partie du paysage médiatique, comme Gautam Adani ou Mukesh Ambani. Dès 2014, certains collègues d'autres médias me parlaient déjà d'interférences extérieures dans les décisions éditoriales de la part des grandes entreprises et des dirigeants des partis politiques qui les forçaient à changer l'angle d'articles critiquant le gouvernement en faveur de ce dernier, jusqu'à parfois censurer complètement les articles.

Je me croyais en sécurité à la NDTV, l'un des plus gros médias indépendants du pays, mais quand le groupe Adani l'a racheté en 2022, j'ai su que nous avons totalement perdu le contrôle. À quoi bon être journaliste si c'est pour se voir imposer une opinion. Aujourd'hui, la NDTV ne dit qu'une partie de la vérité, ne reflétant que le discours préféré du gouvernement nationaliste et extrémiste. Comme la majorité du paysage médiatique, la NDTV se plie à la propagande nationale, notamment haineuse envers les musulmans et poussant des groupes hindous à la violence. La prise de contrôle du paysage médiatique par les entreprises et les politiques porte atteinte à la pluralité des médias, nécessaire pour exercer son rôle de contre-pouvoir en toute liberté ; la démocratie est ainsi compromise parce que les gens ne voient, n'entendent et ne lisent qu'une version filtrée de la vérité.

C'est pourquoi j'ai décidé de quitter ce qui fut à une époque ma maison pour continuer d'exercer mon métier indépendamment sur les réseaux sociaux, principalement Youtube avec ma propre chaîne d'information accessible à tous (seul moyen de parler librement). Cependant, tous les jours, je crains pour ma vie, et la vie de la famille que j'aimerais fonder. En effet, beaucoup de journalistes s'opposant au gouvernement sont traqués, harcelés, blessés, voir tués par des groupes « vigilantes » hindous. Mais je continuerai de défendre mon droit de m'exprimer et mon droit d'informer à travers les dernières plateformes libres, bien que nos libertés soient réduites chaque jour.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

Pour assurer la liberté d'information à mon échelle ainsi qu'avoir un impact global, j'aimerais être assuré de pouvoir exercer mon métier prudemment. Tout individu a le droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions. Je demande des actions concrètes face à l'état d'urgence qu'installe Narendra Modi et des sanctions face à la centralisation des médias et propose un statut international pour les journalistes, assurant leur protection à l'échelle mondiale. Une "organisation internationale de la protection des journalistes" pourrait être mise en place, rattachée à la FIJ, en charge de contrôler le respect de la liberté d'expression et de la liberté de conscience des journalistes. Cela s'appliquerait pour les journalistes reconnus par la "charte de déontologie internationale" de la FIJ. Une

protection des journalistes mis en danger dans leur pays peut être mis en place notamment grâce à un programme d'asile temporaire pour les journalistes menacés. Il s'agit donc d'une protection humanitaire universelle grâce à laquelle les journalistes du monde entier craindraient moins d'exercer leur métier.

Pour continuer de répandre une information fiable sur YouTube, je demande également une modification des "Règles sur les technologies de l'information" de 2023 dont le but est de renforcer la surveillance des contenus en ligne grâce à une unité de vérification des faits du gouvernement pouvant qualifier de « faux, mensongers ou trompeurs » les contenus en ligne « concernant toute activité du gouvernement central ». Cette loi est anti démocratique et ne peut pas continuer d'exister.